

Moins d'une semaine après que le ministre de l'Administration territoriale (Minât), Paul Atanga Nji, a promis tenter à tout individu qui, à l'avenir, serait pris en flagrant délit de violence à l'encontre d'un élément des forces du maintien de l'ordre (Fmo), un civil s'est publiquement crêpé le chignon avec un officier de police mardi dernier à Yaoundé, sous le regard d'un autre corps habillé, qui a eu de la peine à sortir son collègue de l'étreinte de l'homme manifestement furieux.

S'il ne s'agit pas a priori d'une volonté de l'« agresseur» de mettre à l'épreuve le patron de la territoriale, ce nouvel accrochage montre, sinon que la normalisation, des relations police/citoyens ne se fera pas à coup de menaces, mais qu'elle est un travail de longue haleine, qui pose dans le fond la problématique de l'égalité de tous devant la loi.

À quel moment est intervenue cette rupture qui ne dit pas son nom et qui se traduit par des rixes entre civils et hommes en tenue, qui animent ces derniers temps la chronique des faits divers ? Il y a de bons policiers, il y en a aussi de mauvais.

Cette réalité est commune à tous les corps de métiers. Mais, dans les centres urbains, dans l'arrière-pays et de manière ostentatoire, les commissariats et les brigades de gendarmerie sont devenus des guichets improvisés où tout se paie, et des lieux où toutes sortes de violations des droits de l'homme sont régulièrement dénoncées.

Si l'on a pu noter quelques efforts de redressement en matière de respect de l'éthique et de la déontologie, notamment du côté de la Délégation générale à la sûreté nationale (Dgsn), où il existe depuis quelques années un numéro vert pour dénoncer les abus des policiers, cette quasi-systématisation des abus qui a fait l'objet de moult rapports de la Commission nationale anti-corruption (Conac) et de dénonciations des Ong et organisations de la société civile a comme démythifié la puissance que ces forces incarnent et le respect qu'elles sont censées inspirer.

Dès lors, au lieu d'agiter l'épée de Damoclès sur la tête des civils qui, pour certains sont certes blâmables, la hiérarchie des Fmo en particulier et le gouvernement en général devraient davantage travailler à rétablir la confiance.

Militant du Parti camerounais pour la réconciliation nationale (Pcrn) et porte-parole du président de cette formation politique, William Bayiha pense qu'il y a urgence à lancer des ponts d'un dialogue franc et adulte afin que les rapports soient à nouveau au beau fixe entre les forces de l'ordre et la population.

« L'idée, précise-t-il, n'est pas de donner raison aux citoyens contre leurs compatriotes en treillis ou en uniforme, ou de rendre intouchables les militaires et les policiers. Il y a urgence d'un dialogue pour construire davantage la démocratie camerounaise, tout en maintenant l'autorité de l'État. Les policiers et les militaires paient un lourd tribut pour notre sécurité. Ils méritent donc notre respect absolu. Mais ils doivent savoir qu'ils tirent leur légitimité de nous les citoyens ».

Le journaliste « en retrait » suggère même au pouvoir publics de créer au Cameroun un observatoire des rapports forces de l'ordre/citoyens, qui serait l'équivalent de la Commission nationale de déontologie de la sécurité en France. Car, pour lui, instiller la peur du policier (en lieu et place du respect mutuel qui est gage du respect des lois et règlements) « est le début de la dictature de quelques-uns ».

Cameroon Tribune
